

# JOURNAL DE ROUBAIX

Abonnements : Roubaix-Tourcoing, trois mois, 43 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 25 francs. — Les autres départements et l'Etranger, les frais de poste en sus. — Le prix des abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continuera jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : À ROUBAIX, RUE NEUVE, 17. — A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42

Directeur : ALFRED REBOUX

AGENCE SPÉCIALE À PARIS Rue Notre Dame-des-Victoires.

ROUBAIX, LE 26 DÉCEMBRE 1891

## LES IDÉES DE M. LAFARGUE

(DEUXIÈME ARTICLE)

Nous les constatons dimanche dernier, M. Lafargue n'intend évidemment pas soutenir devant le Parlement l'idée de l'appropriation collective qui fit pourtant partie du programme socialiste de 1879 dont il est l'un des auteurs ; il n'insistera pas sur l'expropriation du capital sous toutes ses formes : terres, maisons, usines, banques, etc.

Il fait déjà de l'« opportunité » — du plus mauvais et du plus vulgaire opportunité ; — il ne s'agit plus pour lui de mettre en propriété commune les biens des bourgeois, en même temps que ceux des communautés catholiques : il limite son champ d'action à une proposition de loi contre les manufacturières qui ont créé dans leurs usines, des sociétés de secours ayant un caractère religieux. Et tout ce qu'il demande c'est qu'en supprime leurs chapelles !

Il devient de plus en plus le plaignaire de M. Dron et de M. Moreau et ce n'est pas certes ce qu'attendaient de lui les socialistes du Nord.

Quand donc tous ceux qui parlent au peuple en ce beau pays de France auront-ils enfin la notion de l'égalité et de la liberté et aussi celle du sens commun ?

Une loi — celle de 1884 — a autorisé la formation des syndicats ouvriers, patronaux ou mixtes.

Nous supposons que cette loi a été faite pour tous.

Il plait à des ouvriers et à des patrons catholiques d'en bénéficier pour former des syndicats, s'inspirant d'une pensée religieuse et ayant pour but la création de caisses de secours et d'assurances, comme il a plu à M. Henri Carrette et à M. Catrice de former des syndicats de résistance en vue des grèves...

De quel droit voulez-vous interdire aux premiers ce que vous trouvez très légitime chez les seconds... ?

Mais, disent M. Dron et Moreau, — et aussi maintenant M. Lafargue, écho servile de ces voix bourgeoisées, — les patrons obligent leurs ouvriers à entrer dans leurs syndicats...

Ce serait vrai, que vous pourriez déplorer — et nous déplorions avec vous — cet acte d'autoritarisme abusif et aussi de forte maladresse, mais vous n'y pourriez rien faire, car vous ne mettriez jamais sur pied une législation interdisant à un patron d'être le maître dans son usine ; vous ne réussiriez pas à l'empêcher de recruter son personnel parmi les hommes pensant comme lui — ou parmi les hommes pensant comme lui — ou en religion ou même en politique. Si, de la part d'un grand industriel, l'idée ne serait pas toujours très pratique, il est encore beaucoup moins sensé de la part de députés de passer leur temps à combiner des lois si peu réalisables...

En réalité, les industriels de Roubaix et de Tourcoing appartenant aux syndicats de l'industrie usinent si peu de matière qu'après trois, quatre et cinq années, c'est encore le petit nombre qui, parmi leurs ouvriers, ont adhéré à la corporation de Notre-Dame de l'Usine. Rien ne saurait mieux démontrer la parfaite injustice du reproche qu'on leur adresse. Et nous pensons — soit dit en passant — qu'on agira toujours sagement en se montrant très circonspect dans les admissions.... Soit chrétien qui veut l'être

dans la plénitude de sa conscience et de sa liberté, mais arrrière les hypocrites !

Que M. Dron et surtout que M. Moreau — que tous les députés dont l'anticléricalisme constitue le plus clair du langage politique, — paraissent attacher quelque intérêt aux syndicats, si légers pourtant, de Notre-Dame de l'Usine et cherchent à les traiter comme on traite les congrégations « non autorisées » cela s'explique, puisque le jour où ils ne feraient plus tout ce tapage autour des questions religieuses, l'insuffisance de leur programme se montrerait clairement aux yeux de tous leurs électeurs ouvriers...

Mais M. Lafargue, le dépositaire de la pensée du grand Karl Marx, de quelques misères va-t-il donc se préoccuper là ? Pourquoi n'apporte-t-il pas vis-à-vis du Patronat cette indépendance de jugement qu'il a montré quand il a loué les discours de M. de Mun ou certains actes de la Paupauté ?

Il n'est certes pas catholique : il n'en rend pas moins hommage aux aspirations démocratiques et sociales de l'illustre orateur que trois mille ouvriers applaudissaient dimanche à Armentières.

Il réprouve le pouvoir temporel des Papes ; il n'en a pas moins proclamé que ce gouvernement fut, en des temps de grande détresse publique, le plus sage et le plus prévoyant de tous.

Il hait le Patronat ; mais tout en souhaitant sa disparition — ce qui pourrait bien tarder encore pas mal de générations — pour qu'il ne se montre plus équitable envers des Patrons qui s'efforcent précisément d'amender ce que la situation présente peut avoir de trop pénible pour le salarié ?

En attendant la venue de la propriété collective — de ce « rêve » lointain qui, quoi qu'en fasse, serait détruit le lendemain même du jour où il aurait été réalisé — le monde du travail n'a-t-il pas un immense intérêt à l'amélioration du régime Patronal ?

Que peuvent immédiatement désirer les plus ardents des socialistes, sinon que les détenteurs actuels du capital comprennent bien leurs devoirs, qu'ils s'occupent de ceux qui travaillent à côté d'eux, qu'ils recherchent pour eux et avec eux les moyens de donner à la famille ouvrière plus d'éducation saine, de faire qu'elle soit mieux élevée, mieux nourrie, qu'il y ait partout des réserves pour les chômagés et les malades, que les petits soient mieux soignés, mieux vêtus, que les femmes aient la vie moins dure, que les lessives entrent dans les jours plus riants... ; qu'après trente ou quarante ans de labour, l'ouvrier de cette fin de siècle puisse plus aisément arriver à l'épargne et conquérir ainsi pacifiquement la propriété, objet de ses légitimes désirs... ?

Et dès lors pourquoi M. Lafargue s'en prend à nos délégués avec vous — c'est acte d'autoritarisme abusif et aussi de forte maladresse, mais vous n'y pourriez rien faire, car vous ne mettriez jamais sur pied une législation interdisant à un patron d'être le maître dans son usine ; vous ne réussiriez pas à l'empêcher de recruter son personnel parmi les hommes pensant comme lui — ou parmi les hommes pensant comme lui — ou en religion ou même en politique. Si, de la part d'un grand industriel, l'idée ne serait pas toujours très pratique, il est encore beaucoup moins sensé de la part de députés de passer leur temps à combiner des lois si peu réalisables...

Et parce que tout ce qui tend au rapprochement lui semble retarder d'autant l'avènement de l'explosion qu'il prépare.

ALFRED REBOUX.

Le Journal de Roubaix, et le Bulletin des almanacs sont des abonnements et des lecteurs dans tous les centres liniers du monde.

## TENTATIVE DE RAPPROCHEMENT

ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE

Berlin, 24 décembre. — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

L'empereur Guillaume a lui-même fait pressentir que l'opinion publique française, qui a déjà tant fait pour ce genre de question, s'engagerait dans le plan dans cette voie pratique d'amélioration sociale, si favorable au développement du bien-être des travailleurs.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

A Berlin, 24 décembre. — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume, une action diplomatique très étendue et depuis longtemps préparée, dans le but de faire adhérer la France à la ligue économique douanière, actuellement constituée.

Le 24 décembre, — Afin d'amener le gouvernement allemand à se déclarer de la Russie, le gouvernement français, entreprend, sur l'init